Questions orales

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'ANALYSE DU CONFERENCE BOARD OF CANADA

L'hon. Bill Jarvis (Perth): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Nous avons reçu aujourd'hui le rapport trimestriel du Conference Board of Canada, qui renferme les résultats d'une enquête auprès de prévisionnistes économiques, selon qui la récession actuelle «est la plus longue et vraisemblablement la plus grave depuis la guerre». Bien sûr, le ministre a dans son ministère ses propres prévisionnistes et analystes. L'analyse du ministère des Finances porte-t-elle le ministre à être d'accord avec le rapport publié aujourd'hui par le Conference Board of Canada, soit que nous vivons actuellement la pire récession depuis les années 40?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je n'ai pas examiné les chiffres précis publiés ce matin par le Conference Board. J'en ai pris connaissance seulement en rentrant à la Chambre. Je conviens avec ces prévisionnistes que l'économie est en pleine récession. Cette récession, ou ce ralentissement, est plus prononcée que nous nous y attendions. Sur ce point, leurs observations me semblent justifiées. Mais je ne suis pas en mesure de confirmer qu'ils ont raison de dire que cette récession est la pire depuis 1947. La situation est assez lamentable sans aller jusque-là.

L'INQUIÉTUDE CAUSÉE PAR LES TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉS

L'hon. Bill Jarvis (Perth): Madame le Président, je me demande si les conseillers du ministre jugent que le taux de chômage moyen sera effectivement de 8.5 p. 100, comme prévu. Le Conference Board craint surtout que la reprise économique prévue pour le deuxième semestre ne soit interrompue par une nouvelle période de récession en 1983, à cause d'un accroissement de la demande de crédits et d'une hausse des taux d'intérêt. Le ministre et les conseillers du ministère craignent-ils, eux aussi, que cela se produise et dans l'affirmative, le ministre pourrait-il dire ce qu'il envisage de faire pour éviter ce problème très grave? J'insiste là-dessus car son budget de novembre est, semble-t-il, complètement dépassé à l'heure actuelle.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député attire avec raison l'attention des députés sur la reprise qui, d'après la plupart des prévisions devrait se manifester vers la fin de l'année, et sur le risque qu'une recrudescence des taux d'intérêt ne vienne enrayer cette reprise. Le député se souvient peut-être que dans le discours que j'ai prononcé à New York au mois de février, j'ai signalé que la reprise risquait d'être enrayerée par une recrudescence des taux d'intérêt aux États-Unis, due à

l'ampleur du déficit. Je ne puis que réitérer que j'ai dit à New York, à savoir que tous les partenaires des États-Unis espèrent encore que le président respectera la promesse qu'il a faite au sommet d'Ottawa au mois d'août 1981, soit de faire baisser les taux d'intérêt. Tout cela dépend surtout de la façon dont les États-Unis s'y prendront pour essayer de combler le déficit.

LE CHÔMAGE ET L'INFLATION PRÉVUS

L'hon. Bill Jarvis (Perth): Je demande encore une fois au ministre de dire ce qu'il pense des prévisions en matière de chômage, de ce taux moyen de 8.5 p. 100, et je voudrais qu'il dise si, d'après les études de son ministère, ces prévisions sont exactes.

Madame le Président, comme le ministre le sait, les prévisionnistes du Conference Board ont été un peu plus optimistes à propos des taux d'inflation, puisqu'ils ont dit qu'elle se situerait juste en-dessous des 11 p. 100, notamment à cause d'un ralentissement de la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers dans le monde. Franchement—et j'ai hâte d'entendre ce que le ministre aura à dire sur la question—on s'attendrait en période de profonde récession que les prix baissent de manière plus sensible, étant donné que très peu de consommateurs peuvent se permettre d'acheter le superflu. Premièrement, cette prévision du Conference Board sur le taux d'inflation correspond-elle à peu près à celle du ministre? Deuxièmement, peut-il nous expliquer pourquoi, en cette période de récession, le ralentissement des prix et de l'inflation au Canada a été moins sensible ici qu'aux États-Unis?

● (1420)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, les prévisions établies pour 1982 par mon ministère figurent dans les documents budgétaires et elles n'ont pas été révisées depuis la lecture du budget. Je ne les ai pas en main pour m'y reporter . . .

M. Jarvis: Et le chômage?

M. MacEachen: . . . mais je crois savoir que ce groupe de prévisionnistes estime que le taux de chômage en 1982 se situera aux environs de 8.5 p. 100. Or, nous avons déjà dépassé ce chiffre. En fait, les deux derniers taux relevés étaient plus élevés, ce qui me fait dire que ces spécialistes n'exagèrent pas la gravité du chômage dans notre pays.

Le député m'a demandé pourquoi, selon moi, nous ne sommes pas parvenu à obtenir de meilleurs résultats sur le plan des prix dans notre pays qu'aux États-Unis. Selon moi, deux facteurs de l'indice du coût de la vie sont moins prononcés au Canada qu'aux États-Unis. Il s'agit premièrement de la hausse des coûts de l'énergie. En effet, les États-Unis ont répercuté la hausse des cours mondiaux pratiquement d'un seul coup. Deuxièmement, les hausses salariales sont environ 4 p. 100 moins élevées dans ce pays qu'ici. Il est donc vrai que les États-Unis sont mieux parvenus que nous, pour l'instant, à contenir la hausse des prix et des salaires.